

Millau, le 7 septembre 2022

Monsieur le Directeur  
DREAL Occitanie  
Direction des Risques Industriels  
520 allée Henri II de Montmorency  
CS 690007  
34064 MONTPELLIER Cedex 02

Affaire suivie par Thierry ROUSSET

**NOS REF. :** FT/LD/2022/1033

**OBJET :** Schéma régional des carrières d'Occitanie

**AFFAIRE SUIVIE PAR :**

Laurent DANNEVILLE, Directeur Général Adjoint et responsable du pôle ressources naturelles et biodiversité

Arnaud SANCET, Directeur Général Adjoint et responsable du pôle aménagement, paysage et évaluation

Monsieur le Directeur,

Vous avez bien voulu nous transmettre le dossier relatif au Schéma régional des carrières (SRC) d'Occitanie et nous vous en remercions.

Voici nos principales remarques ou suggestions à retenir par thématiques :

Concernant les enjeux liés au projet de charte :

Le projet de charte intègre les enjeux de carrières de manière transversale : de la prise en compte des enjeux environnementaux à leurs créations ou leurs modifications (agrandissement, prolongation exploitation...), au besoin du territoire en termes de matériaux pour permettre à celui-ci de répondre aux besoins de construction ou d'aménagement (assainissement individuel, patrimoine, maintien des savoirs faire...) jusqu'à leur remise en état ou valorisation énergétique. Aussi, les remarques suivantes s'inscrivent dans cette démarche de développement durable qui sont aussi retranscrites dans le SCOT du sud Aveyron.

Le projet de charte prévoit une extension du périmètre classé PNR sur la CC du Lodévois Larzac. Or, celle-ci n'apparaît pas dans la cartographie src-parc-paysage.

En ce qui concerne la gouvernance et l'avis des professionnels, il serait intéressant d'ouvrir l'observatoire des matériaux (mesure 6.1.1) aux associations de professionnels (ABPS et ALC notamment) qui pourraient apporter leurs analyses sur les besoins de niches (pierres à bâtir, lauzes...). La présence de représentants de chaque PNR permettrait d'apporter une vision transversale sur chaque territoire.

Les ZAP devraient être classées en zone à enjeu 1 du paysage afin de préserver ces terres agricoles de toute autre exploitation que l'agriculture.

Les projets de carrière doivent répondre aux objectifs de qualité paysagère prévus dans le projet de charte :

- Veiller à l'intégration paysagère des sites pendant et en fin d'exploitation
- Limiter les centrales photovoltaïques au sol aux espaces dégradés (délaissés routiers, décharges, carrières)
- Préserver les écrans paysagers autour des villages

Lors de l'exploitation de carrières, le SRC devrait inciter fortement la mise en place d'équipements de recyclage de matériaux de chantier. Cela permet de réduire les déplacements (donc de réduire la production de GES) et d'éviter de multiplier les zones à fortes nuisances (bruit et poussière notamment). Ceci dans une démarche d'économie circulaire et de limitation des déchets.

En fin d'exploitation, il serait souhaitable que le SRC facilite et incite la mise en place, sur ces secteurs dégradés, de manière prioritaire, des équipements de production d'énergie renouvelable et plus particulièrement de panneaux photovoltaïques ainsi que la mise en place de dépôt de matériaux inertes.

#### Concernant les eaux souterraines et superficielles :

D'une façon générale, la nouvelle Charte a prévu de prendre en compte les enjeux environnementaux locaux dans le schéma des carrières et les autorisations d'ouverture ou d'agrandissement des carrières.

Les zones à enjeux de 1 à 4 sont définies dans le tableau page 28 du SRC d'Occitanie - Rapport environnemental - Juillet 2022 et cartographies page 29. Nous attirons l'attention sur le fait que cette carte n'intègre pas l'ensemble des « enjeux eaux » définis dans le tableau car de nombreuses procédures ne sont pas terminées. Pourtant la connaissance existe, il faut donc que les pétitionnaires s'appuient sur les différents services « ressources » des territoires (ARS, DDT, syndicat des eaux, Parcs naturels ou nationaux...) lors de la préparation de leurs projets.

En ce qui concerne la création ou l'agrandissement de nouvelles carrières, la Charte demande de procéder à un traçage pour la protection de la ressource si la carrière se situe en domaine karstique. Ceci permet de connaître l'exutoire final des effluents de la carrière, de connaître les modalités d'infiltration et de transfert d'un polluant et de

gérer le risque sanitaire dans le cas de ressources captées. Cela va dans le sens de la mesure 3.2.2 du SRC.

Concernant la problématique de l'assainissement autonome et semi collectif :

Le souhait est de pouvoir garder en exploitation une gravière pour l'extraction de granulats dont une partie est utilisée pour l'assainissement autonome. Une estimation montre qu'il faudrait sur le territoire du parc naturel régional des grands causses environ 1600 tonnes/an de graviers et 1300 tonnes/an de sable rien que pour la mise en place des dispositifs d'assainissement autonome, ce qui éviterait des surcoûts liés au transport de ces matériaux depuis d'autres régions (cf. Axe III de la nouvelle Charte du Parc : Développer, Orientation n°9 : valoriser les ressources économiques locales, mesure 27 : Carrières et thermalisme, des ressources à revaloriser. Étudier la faisabilité d'une extraction de granulats alluvionnaires dans les départements limitrophes et engager une réflexion pour éviter des surcoûts liés au transport de matériaux depuis des régions lointaines).

Concernant le sujet des micro-carrières (durée max de 5 ans pour une extraction nette de 100 m<sup>3</sup>/an) :

Dans le cadre d'un développement économique harmonieux sur territoire du Parc naturel régional des grands Causses, il serait important de pouvoir ouvrir ou ré ouvrir des carrières de pierres à bâtir. Ceci sous réserve d'un faible impact en termes d'enjeux environnementaux (majoritairement biodiversité, eau et paysage).

Pour les carrières de pierres à bâtir (y compris les lauzes), il est démontré les difficultés d'approvisionnement des chantiers d'entretien, de restauration et rénovation des architectures traditionnelles en pierres locales. Cette problématique dépasse le territoire Parc et elle nécessite une approche impliquant la profession au travers des structures telles que FBTP, CAPEB, l'Institut de la Pierre, UNICEM, les Chambres de métiers et de l'artisanat, les Chambres de commerces et de l'industrie, la DREAL ainsi que les autres Parcs d'Occitanie.

Cette pénurie de matériaux locaux est due aussi à la lourdeur des procédures d'ouverture ou d'agrandissement des carrières qui ne sont pas à l'échelle de petites entreprises ambitionnant de répondre à un marché porteur mais forcément très localisé et de faible volume.

La procédure allégée proposée aujourd'hui qui satisfait à l'approvisionnement de chantier de restauration ou d'entretien du patrimoine monumental, mériterait d'être adapté aux chantiers liés au patrimoine ordinaire domestique qui font l'identité des paysages. Cette procédure pourrait être assouplie pour permettre aux professionnels d'avoir un stock d'avance pour des projets patrimoniaux à venir. En effet, dans le cas des lauzes, il est nécessaire d'extraire et de tailler la pierre 2 à 3 ans avant sa pose définitive pour s'assurer de sa bonne résistance (notamment sa gélivité).

Le classement des Causses et des Cévennes au patrimoine mondial lié aux nouvelles exigences environnementales, au développement durable, à l'écoconstruction

argumentent une nécessaire concertation constructive pour favoriser des réouvertures de carrières de pierre à bâtir (y compris lauze). L'initiative de L'ALC : « association des Artisans Lauziers Calcaire », accompagné par le Parc national des Cévennes et les architectes des Bâtiments de France de l'Aveyron et de la Lozère pour la relance de la filière des couvertures en lauzes calcaire, à laquelle nous avons été associé, nous pousse à prioriser les carrières de pierre de couverture et la lauze calcaire mais aussi de grès rouges et de schistes dans une moindre mesure.

L'équipe du Parc reste bien sûr à votre disposition pour vous fournir tout complément d'information.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de mes cordiales salutations.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'R. FIOL', with a stylized, flowing script.

Richard FIOL  
Président